

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 28 septembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de la LONASE avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les réserves ci - après:

A. Réserves

- des marchés ont été conclus par ententes directes non autorisées pour un montant cumulé chiffré à 4 208 868 852 F CFA TTC,
- des marchés dont les montants dépassent le seuil de passation des marchés par appel d'offres (impression des carnets de tickets, des programmes de jeux) ont été conclus au terme de la mise en œuvre d'une procédure de DRP en violation des dispositions de l'article 53 du NCMP qui fixe les seuils de passation des marchés,

- la pratique du fractionnement des marchés a été constatée sur plusieurs types d'acquisitions (confection de Tee - Shirts, achat de bobines) avec une démultiplication de DRP qui, en valeurs cumulées dépassent le seuil de passation des marchés par appel d'offres.
- des insuffisances ont été relevées dans la formalisation des dossiers de passation des marchés avec notamment des incohérences dans les dates d'établissement des différents documents de passation des marchés qui illustrent la pratique de régularisation des dossiers, des cahiers des charges élaborés avec peu de soin avec pour résultat la relance des procédures pour offres non conformes, l'utilisation d'une terminologie non conforme au NCMP...).

B. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- le recoupement de la situation d'exécution du plan de passation des marchés avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater la non retranscription de nombreuses transactions qui ne sont pas reflétées dans ledit état d'exécution du PPM.
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la LONASE;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;

A notre avis, au regard de l'importance des réserves et limitations évoquées ci – avant, nous ne sommes pas en mesure de certifier et nous ne certifions pas que les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	13
2.1	Contexte de l'intervention	13
2.2	Objectifs de la mission	13
2.3	Tâches du consultant	14
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	16
3	Approche méthodologique	18
3.1	Revue des textes	18
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	19
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	19
4	Résultats de nos travaux	21
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	21
4.2	Périmètre Couvert	23
4.3	Examen des transactions	23
	Anomalies identifiées lors de l'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs	23
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	24
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	27

Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
AO	Appel d'Offres
AOM	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CCVA	Commission de Contrôle des Véhicules de l'Administration
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
LONASE	Loterie Nationale du Sénégal
MOD	Maîtrise d'ouvrage Déléguée
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
NTM	Note Technique Minimale
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES
<p>Les non conformités se présentent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1. des marchés ont été conclus par ententes directes non autorisées pour un montant cumulé chiffré à 4 208 868 852 F CFA TTC,2. des marchés dont les montants dépassent le seuil de passation des marchés par appel d’offres (impression des carnets de tickets, des programmes de jeux) ont été conclus au terme de la mise en œuvre d’une procédure de DRP en violation des dispositions de l’article 53 du NCMP qui fixe les seuils de passation des marchés,3. La pratique du fractionnement des marchés a été constatée sur plusieurs types d’acquisitions (confection de Tee - Shirts, achat de bobines) avec une démultiplication de DRP qui, en valeurs cumulées dépassent le seuil de passation des marchés par appel d’offres.4. des insuffisances ont été relevées dans la formalisation des dossiers de passation des marchés avec notamment des incohérences dans les dates d’établissement des différents documents de passation des marchés qui illustrent la pratique de régularisation des dossiers, des cahiers des charges élaborés avec peu de soin avec pour résultat la relance des procédures pour offres non conformes, l’utilisation d’une terminologie non conforme au NCMP...).5. le recoupement de la situation d’exécution du plan de passation des marchés avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater la non retranscription de nombreuses transactions qui ne sont pas reflétées dans ledit état d’exécution du PPM.6. des conventions de Maîtrise d’Ouvrage Déléguée dont les montants dépassent largement les seuils de passation des marchés sont signés dans le but de se soustraire aux rigueurs du NCMP ;7. des contrats sont signés pour des périodes allant au-delà des limites temporelles admises par le NCMP. Ces contrats intègrent des clauses d’augmentation contraires au NCMP ;8. des conditions de règlement contraires au NCMP sont insérées dans les contrats qui subissent des augmentations par avenant dans des proportions supérieures à celles admises par les règles en vigueur ;

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

1. les ententes directes doivent être autorisées par la DCMP conformément aux dispositions des articles 75 et 76 du NCMP. Par ailleurs, au regard des dispositions des articles 138 et 139 du NCMP, de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés, le contrat des travaux d'un montant supérieur à un milliard de FCFA devait obligatoirement passer par la procédure de revue préalable de la DCMP et à toutes les autres étapes de la procédure de passation de marché. Les contrats de MOD auraient également dus donner lieu au lancement d'une DMI puis d'une DP.... Il convient de préciser que même si la LONASE avait le souci de l'efficacité parce qu'elle ne disposerait pas des ressources techniques nécessaires à l'accomplissement de cette mission, le recours au mécanisme de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée ne la dispense pas d'appliquer le NCMP quand bien même le Maître d'Ouvrage Délégué est une personne morale de droit privé. Par ailleurs, au regard du montant des honoraires facturés, le Maître d'Ouvrage Délégué aurait dû être sélectionné à la suite d'un appel d'offres ouvert.
2. bannir la pratique du fractionnement des marchés et se conformer aux dispositions de l'article 53 du NCMP.;
3. bannir la pratique de la régularisation des marchés;
4. s'assurer de l'inscription de toutes les opérations passées aussi bien dans le PPM que dans l'état d'exécution budgétaire;
5. respecter les dispositions du NCMP relatives aux seuils de passation des marchés.
6. veiller au respect des limites temporelles des contrats édictées par le NCMP ;
7. se conformer aux conditions de règlement mentionnées dans les contrats tel qu'édictées par le NCMP.

1.3 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Description	AO N° 863	AO N° 1	AO N° 2
Nature des prestations	Gardiennage	Véhicules	Entretien Nettoieement
Attributaires	BSI	Lot 1 Sera Lot 2 Africauto	Nickel
Montants des marchés en F CFA TTC	8 212 500 / mois soit 98 550 000 / an	Lot1 23 718 000 Lot 2 59 700 000	19 200 000 / mois soient 230 400 000 F CFA par an
Non respect des critères de recevabilité des offres articles 43, 45 et 46 du NCMP	√		
Non respect des critères d'évaluation spécifiés dans le cahier des charges	√		
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés sans avis préalable de la DCMP en violation de l'article 64 du NCMP		√	√

Description	DRP N° 4844	DRP 1	DRP 2
Nature des prestations	Carburant	Système de secours	Ballons de foot - ball
Attributaires	Total	AG Trading	Media Afrique
Montants des marchés en F CFA TTC	202 266 360	6 025 000	6 608 000
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres articles 43, 45 et 46 du NCMP	√	√	√
Modalités de règlement contractuelles non conformes au NCMP	√	√	√
Mode de passation non conforme à l'article 53 du NCMP	√		

Description	DRP 3	DRP 4	DRP 5
Nature des prestations	Tee shirt	Bobines pour imprimantes	Tee shirt
Attributaires	Lao Trading	Horizons plus	Lao Trading
Montants des marchés en F CFA TTC	5.664.000	27.877.500	8.850.000
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du NCMP	√	√	√

Description	DRP 6	DRP 7	DRP 8
Nature des prestations	Carnet avis et règlements	Agendas	Tee shirt
Attributaires	Lao Trading	KO Company	KO Company
Montants des marchés en F CFA TTC	29.854.000	20.650.000	8.850.000
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du NCMP	√	√	√

Description	DRP 9	DRP 10	DRP 11
Nature des prestations	Tee shirt	Tee shirt	Licence comptabilité
Attributaires	CAC	Lao Trading	HPC
Montants des marchés en F CFA TTC	29.936.600	8.850.000	27.942457
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du NCMP	√	√	√

Description	DRP 12	DRP 13	DRP 14
Nature des prestations	Tee shirt	Tee shirt	Tee shirt
Attributaires	Lao trading	SBS	CAC
Montants des marchés en F CFA TTC	5.310.000	5.664.000	3.345.800
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du NCMP	√	√	√

Description	DRP 15	DRP 16	DRP 17
Nature des prestations	Bobines star	Bobines	Groupe électrogène
Attributaires	Bou el constructions	Bou el constructions	KO company
Montants des marchés en F CFA TTC	24.437.800	19.234.000	15.142.940
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√

Description	DRP 18	DRP 19	DRP 20
Nature des prestations	Bobines	Bobines	Agenda
Attributaires	Bou el constructions	Bou el constructions	KO company
Montants des marchés en F CFA TTC	29.842.200	29.098.800	20.650.000
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités

locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et ;
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- loi 87 – 43 du 28 décembre 1987 autorisant la création d'une société nationale dénommée Loterie Nationale du Sénégal qui s'est substituée à la Société d'Economie Mixte du même nom créée le 25 janvier 1975,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant créations de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- décret N° 89 – 034 du 9 janvier 1989 approuvant les statuts de la Loterie Nationale Sénégalaise » (LONASE) ;
- décret N° 89 – 062 du 17 janvier 1989 approuvant le cahier des charges de la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration,
- règlement Général de la Comptabilité Publique....

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la LONASE pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

La LONASE est une Société Nationale dont la création a été autorisée par la loi N° 87 – 43 du 28 décembre 1987. Elle a pour objet l'exploitation de toutes les formes de loteries, de jeux de hasard, de pronostics et assimilés. Elle est concessionnaire de l'exploitation du monopole appartenant à l'Etat en matière de loteries, jeux et pronostics.

En contrepartie de l'exploitation de la concession, la LONASE verse à l'Etat une redevance représentant un pourcentage du chiffre d'affaires net réalisé pour chaque type de loteries, de jeux ou de pronostics.

La tutelle technique et financière de la LONASE est exercée par le Ministère chargé de l'Economie et des Finances.

La LONASE est administrée par un Conseil d'Administration qui délibère sur toutes les mesures concernant la gestion de la société notamment :

- le programme pluri - annuel d'actions et d'investissements ;
- les budgets et comptes prévisionnels ;
- les acquisitions et aliénations du patrimoine ;
- les comptes de fin d'exercice, etc.

Le Conseil d'Administration veille à l'application de ses délibérations par le Directeur Général et délibère chaque année sur le rapport social de l'entreprise présenté par le Directeur Général.

Le Conseil peut déléguer une partie de ses attributions à un Comité de Direction qui est chargé d'assurer le contrôle permanent de la gestion de la société dans l'intervalle de ses réunions.

La LONASE est dirigée par un Directeur Général qui assure la gestion générale de la société et veille à l'exécution des décisions prises par les organes délibérants et à l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses.

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le nouveau code des marchés publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa présentation conforme aux instructions de la DCMP en la matière ; à l'examen, nous notons que le PPM initial et son additif qui nous ont été transmis sont loin de retracer la totalité des acquisitions de l'exercice. Le recoupement qui a été effectué entre l'état d'exécution du plan de passation des marchés qui nous a été présenté avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis d'identifier de nombreuses opérations non retracées dans ledit état qui ne traduit pas, de manière exhaustive, la réalité des acquisitions au titre de la gestion 2008.

Nous avons vérifié que la LONASE s'est conformée aux instructions du NCMP en publiant un Avis Général de Passation des Marchés.

Par ailleurs, pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du NCMP, la LONASE a institué en son sein une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés. Nous notons cependant que les membres de ces structures n'ont pas tous été formés au NCMP pour une correcte mise à niveau et une appropriation réelle des nouvelles règles édictées par le NCMP.

Nous remarquons pour le déplorer, la présence dans la Commission des Marchés, du Contrôleur Interne et du Représentant du Contrôleur de Gestion alors que, par principe, les personnels des organes de vérification et de contrôle ne doivent pas être membres d'une Commission des Marchés

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

La Commission des Marchés de la LONASE n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus transmis ses rapports trimestriels. De manière générale, la LONASE n'a pas respecté avec la rigueur souhaitée les procédures nationales de passation de marchés publics.

Rappel des seuils applicables à la LONASE en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	50	600	400	800
Fournitures et services	30	400	200	400
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350

4.2 PERIMETRE COUVERT

L'état récapitulatif d'exécution du plan de passation des marchés qui nous a été présenté par la LONASE comprend 3 AO et 3 DRP. A l'évidence, cette situation ne reflète pas les acquisitions réelles de la société au cours de l'exercice 2008. Aussi, nous avons demandé et obtenu la balance auxiliaire des comptes fournisseurs arrêtés au 31 décembre 2008. L'exploitation de cette balance nous a permis d'une part de confirmer notre appréciation initiale sur la non exhaustivité des transactions communiquées par la LONASE et d'autre part d'identifier, par sondage, des opérations pour lesquelles nous avons demandé la communication des dossiers d'appel à la concurrence. Nos contrôles et investigations sur lesdites opérations nous ont permis d'identifier des non conformités qui font l'objet de commentaires dans le paragraphe 4.3.1 ci – après.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	94 030 500	3	94 030 500
Appel d'offres restreint (AOR)				
Demande de Proposition (DP)				
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	3	214 899 360	3	214 899 360
Entente directe (ED)				
TOTAL	6	308 929 860	6	308 929 860
Taux de couverture			100%	100%

4.3 EXAMEN DES MARCHES

Au regard du faible volume des opérations communiquées, nous avons examiné la totalité des AO et DRP présentées par la LONASE. Un nouveau tableau récapitulatif de DRP a été communiqué par la LONASE que nous avons exploité. Nous avons également, comme indiqué ci – avant, procédé à des vérifications, par sondage, de marchés non inclus dans l'état d'exécution du PPM.

ANOMALIES IDENTIFIEES LORS DE L'EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS :

La vérification de l'exhaustivité des informations qui nous ont été communiquées par la LONASE relativement à la situation d'exécution du Plan de Passation des Marchés de l'exercice 2008 nous a conduits à procéder à une revue de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Cette revue nous a permis d'identifier les dépenses non consignées dans les tableaux récapitulatifs d'exécution du PPM. Lesdites dépenses portent sur des contrats conclus par entente directe non autorisées et des contrats conclus pour des durées dépassant les limites temporelles autorisées avec parfois des clauses contractuelles non conformes aux dispositions du NCMP.

4.3.1 LES MARCHES CONCLUS PAR ENTENTES DIRECTES

Non conformités identifiées

Le sondage que nous avons effectué à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs nous a permis d'identifier plusieurs marchés conclus par ententes directes non autorisées pour un montant cumulé estimé à 4 208 868 852 F CFA TTC.

Lesdits marchés se présentent comme suit :

1. une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée a été signée le 1^{er} janvier 2008 (jour non ouvrable) avec l'ENTREPRISE DAROU MOUHTY (EDM) pour douze mois tacitement reconductibles pour des honoraires mensuels estimés à 10 000 000 de F CFA H TVA soit un montant total TTC de 141 600 000 F CFA par an en violation des dispositions des articles 52 – 3, 75, 76 et 79 du NCMP.
2. un contrat par entente directe non autorisée a également été signé ce même 1^{er} janvier 2008 avec l'entreprise SAHEL GROUP avec l'assistance du Maître d'Ouvrage Délégué (EDM), pour un montant initial estimé à 1 025 890 101 F CFA TTC. Ce contrat a pour objet la réalisation d'un projet de réaménagement d'un immeuble R + 4 destiné à abriter le siège de la société. La clause de ce contrat relative aux modalités de règlement prévoit le paiement d'une avance de démarrage de 35 % du montant du marché non assortie d'une garantie de restitution d'avance, en violation des dispositions de l'article 94 du NCMP. Un premier avenant à ce contrat a porté le montant du marché à 1 305 531 828 F CFA soit une hausse de 27,26 % par rapport au montant initial au motif que des changements substantiels (**non précisés et techniquement non documentés**) ont été apportés au contenu des prestations. Les contrats des autres intervenants que sont l'Architecte, le Bureau d'Etudes et de Contrôle, le Maître d'Ouvrage Délégué ont tous été revus à la hausse. Notons sous ce rapport que le contrat initial du MOD était censé couvrir le suivi des travaux mais un nouveau contrat a été signé avec ce dernier pour le même travail sur cette acquisition spécifique. Les honoraires passent ainsi de 40 002 000 FCFA TTC à 52 802 000 F CFA TTC pour l'Architecte (+ 32%), de 76 941 758 F CFA TTC à 101 944 358 F CFA pour le Maître d'Ouvrage Délégué (+ 32 %) et de 15 000 160 F CFA TTC à 19 500 160 F CFA pour le Bureau d'études et de Contrôle (+ 30 %) en violation , pour les deux premiers prestataires, des dispositions de l'article 24 du NCMP. Notons que tous ces contrats ont été conclus, avec l'entremise du MOD, en violation des dispositions du NCMP. Le montant cumulé desdits contrats se chiffre à 1 479 778 346 F CFA TTC (**ni l'autorisation de la DCMP, ni les DAC n'ont été mis à notre disposition**).

Notons que la domiciliation bancaire de tous les paiements relatifs au projet est demandée sur le compte ouvert au nom de EDM – SUARL dans les livres de ATTIJARI-BANK sous le N° 012555050118.

Il convient de préciser que même si la LONASE avait le souci de l'efficacité parce qu'elle ne disposerait pas des ressources techniques nécessaires à l'accomplissement de cette

mission, le recours au mécanisme de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ne la dispense pas d'appliquer le NCMP quand bien même le Maître d'Ouvrage Délégué est une personne morale de droit privé. Par ailleurs, au regard du montant des honoraires facturés, le Maître d'Ouvrage Délégué aurait dû être sélectionné à la suite d'un appel d'offres ouvert.

3. la LONASE a signé, en date du 24 avril 2008, un contrat par entente directe non autorisé d'un montant de 118 000 000 F CFA TTC avec l'entreprise BOUEL CONSTRUCTIONS pour la fourniture de 100 kiosques à livrer 30 jours après le paiement d'une avance de 20 000 000 F CFA HT (avance payée le 23 avril 2008). Un second contrat, par entente directe non autorisée d'un montant de 59 000 000 F CFA TTC, a par la suite été signé le 6 novembre 2008 avec ce même prestataire pour la fourniture de 50 kiosques supplémentaires alors que la première commande n'avait pas été entièrement exécutée en violation des dispositions du contrat qui stipulait que les kiosques seront livrés 30 jours après le paiement de l'avance donc au plus tard le 22 mai 2008. Sur ce second contrat, le fournisseur a perçu une avance de 10 000 000 F CFA HT payée par traite (échéance 10 mars 2009) alors que le contrat ne comportait aucune disposition relative au paiement d'une avance. La clause de pénalités n'a pas été appliquée pour sanctionner le non respect des délais de livraison contractuels.
4. en date du 13 août 2008, la LONASE a signé avec SENICOM un contrat par entente directe non autorisée de 59 000 000 F CFA TTC pour la fourniture de 50 kiosques. Le 24 octobre 2008 un nouveau contrat par ED non autorisé est signé avec ce même fournisseur pour un montant estimé à 118 000 000 F CFA TTC pour la fourniture de 100 kiosques supplémentaires.
5. la LONASE a signé avec ENTREPRISE DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT (ECA) un contrat N° 1884 par entente directe non autorisée de 59 000 000 F CFA TTC pour la fourniture de 50 kiosques. Le 23 novembre 2008 un nouveau contrat par entente directe non autorisé est signé avec ce même fournisseur pour un montant estimé à 118 000 000 F CFA TTC pour la fourniture de 100 kiosques supplémentaires. Le 1^{er} juin 2008, un troisième contrat par entente directe non autorisée, relatif au démontage, au transport, à l'entreposage et au gardiennage de kiosques est signé avec ce fournisseur pour un montant de 18 290 000 F CFA TTC. Au cumul les marchés par entente directe avec ce fournisseur se chiffrent à 192 500 000 F CFA payés à hauteur de 140 000 000 F CFA HT.
6. ce même type de contrat est signé, sur recommandation du Maître d'Ouvrage Délégué, avec KFE (100 kiosques), GETRAP (50 kiosques), KO COMPANY (100 kiosques), TRAVISEN (100 kiosques), 3F INTERNATIONAL (50 kiosques), TBS (150 kiosques), MEDIA AFRIQUE (50 kiosques) soit un montant total TTC de 708 000 000 F CFA.
7. les fournitures de kiosques ci – avant mentionnés ont été planifiées et exécutées sous la supervision du Maître d'Ouvrage Délégué HIGH TECH AFRICA qui a signé avec la LONASE un contrat annuel avec des honoraires mensuels estimés à 35 000 000 F CFA HT soit un montant total TTC de 495 600 000 F CFA en violation des dispositions du NCMP (articles 52 alinéa 3, 75 et 76).
8. un contrat a été conclu, sans appel à la concurrence, le 17 janvier 2008 avec TECHNOLOGIE CONSULTING SERVICES pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 180 813 760 F CFA TTC ;

9. le 2 avril 2008, un contrat de sponsoring par entente directe non autorisée a été conclu avec CODE AFRICA pour un montant annuel estimé à 250 000 euros soient 193 507 315 F CFA TTC pour une période de trois ans renouvelables par tacite reconduction (article 5 du contrat) prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2008. Ce contrat de régularisation (les prestations de la période du 1^{er} janvier au 3 avril 2008 ne sont pas couvertes par un contrat) est signé en violation des dispositions de l'article 14 du NCMP sur la durée des marchés. De surcroît, la clause d'augmentation annuelle de 15 % du montant des prestations n'est pas conforme aux dispositions du NCMP relatives à la révision des prix (article 21 NCMP) ;
10. le contrat d'assurance automobile N° 359 577 du 1^{er} janvier 2008 a été conclu sans appel à la concurrence avec la Compagnie Assurances Sécurité Sénégalaise pour un montant de 58 126 839 FCFA ;
11. le contrat de partenariat N° 2151 du 3 janvier 2008 a été conclu sans appel à la concurrence avec le Groupe Promo Consulting pour l'acheminement de dix employés de la LONASE aux championnats d'Afrique de Foot Ball au Ghana pour un montant de 29 500 000 F CFA ;
12. un contrat par entente directe a été conclu avec l'entreprise SIC pour la confection d'imprimés de publicité pour un montant de 9 036 440 F CFA ;
13. un contrat par entente directe a été conclu avec l'entreprise EXPRESS INSECTE pour la désinsectisation, le déparasitage et la désinfection des locaux pour un montant de 7 080 000 F CFA ;
14. le choix de l'hôtel les Cocotiers pour l'organisation de la colonie de vacances de 120 enfants du personnel n'a pas donné lieu à une mise en concurrence des réceptifs ; le contrat porte sur la somme de 42 479 976 F CFA ;
15. une mission d'expertise immobilière a été confiée à Mr Amadou Kane (BC N° 1602 du 30 juillet 2008) sans appel à la concurrence pour des honoraires estimés à 5 900 000 F CFA ;
16. un contrat par entente directe a été signé avec AFRITEX pour la fourniture de lots d'autocollants destinés à l'habillage des kiosques et pour la livraison de caissons ; le coût de ces prestations est chiffré à 154 792 733 F CFA HT.
17. Un contrat de mise à disposition de personnel a été signé en 2007 pour un montant TTC de 17 180 800 TTC avec la société PRO INTERIM pour une durée de 6 mois renouvelable par tacite reconduction. Le contrat est toujours en cours.
18. Un marché par entente directe daté du 24 avril 2008 a été émis au bénéfice de la société DAK COR pour un montant de 40 507 776 TTC. Cette opération est relative à la caravane de lancement du jeu XEF XIPPI.
19. Un contrat d'intermédiation sociale signé le 1^{er} février 2004 est toujours en cours. Le coût annuel de l'opération est de 31 152 000 TTC. Le prestataire est Monsieur El hadj Alioune DIA SECK.
20. Le BC N° 003555 a été émis sans consultation en faveur de la société LAO TRADING en janvier 2008 pour la livraison de 1000 Tee Shirt. Le montant de l'opération se chiffre à 1.770.000 TTC.
21. Le BC N°03574 a été établi sans consultation en juin 2008 en faveur de la société HORIZON PLUS pour l'achat de 5.000 bobines thermiques (mandrin en plastique) pour un montant de 12.390.000 TTC.

22. Par un protocole d'accord signé le 27 juin 2008, le groupe « le MESSENGER » s'engage à insérer dans ses éditions quotidiennes les différents programmes du PMU et tout autre document ou texte de la LONASE pour une redevance mensuelle de 5.310.000 TTC. Ce protocole est valable du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008. Montant du marché 31.860.000 TTC. Ce marché n'a pas fait l'objet d'un appel à la concurrence.
23. Le BC N° 001121 a été établi le 09 janvier 2008 en faveur de MF MULTI SERVICES sans consultation d'autres prestataires, pour la fourniture de 3000 tee-shirt et 3000 casquettes pour le compte du 12^{ème} Gaïndé. Montant du marché 9.558.000 TTC.
24. Le BC N° 003561 a été établi le 20 février 2008 sans consultation en faveur de MF MULTI SERVICES pour l'achat de fournitures de bureau pour un montant de 10 197.560 TTC.
25. Le BC N° 003560 a été établi le 20 février 2008 sans consultation en faveur de MF MULTI SERVICES pour l'achat de consommables informatiques pour un montant de 3 676 290 TTC.
26. le 20 février 2008, le BC N° 003559 relatif à l'acquisition de fournitures de bureau a été établi en faveur de l'entreprise MOUMINATOU pour un montant TTC de 6 442 151 TTC. Une consultation n'a pas été organisée pour cette opération.
27. un contrat de fournitures de 106 routeurs CISCO réf. 8857 a été signé par entente directe avec NSX Informatique en janvier. Le montant TTC du contrat est de 15 178666 TTC

Recommandations

8. les ententes directes doivent être autorisées par la DCMP conformément aux dispositions des articles 75 et 76 du NCMP. Par ailleurs, au regard des dispositions des articles 138 et 139 du NCMP, de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés, le contrat des travaux d'un montant supérieur à un milliard de FCFA devait obligatoirement passer par la procédure de revue préalable de la DCMP et à toutes les autres étapes de la procédure de passation de marché. Les contrats de MOD auraient également dû donner lieu au lancement d'une DMI puis d'une DP....
9. le personnel de la LONASE chargé de la passation des marchés, notamment les agents de la Cellule de Passation de Marché et de la Commission des Marchés doivent urgemment participer aux sessions de formation de l'ARMP en vue d'un renforcement de capacités afin de régler définitivement les divers problèmes que sont :
 - l'élaboration des documents – types (Cahier des charges, P.V d'ouverture des plis, Rapport d'analyse des offres, P.V d'attribution provisoire, Lettre de notification de marché, etc.)
 - les problèmes de forme, de contenu et de terminologie dans la rédaction des documents.

4.3.2 LES MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES OUVERTS ET PAR DRP

Les tableaux récapitulatifs ci – après font la synthèse des non conformités identifiées dans les AO et DRP qui constituaient l'échantillon sur lequel nous avons travaillé.

Description	AO N° 863	AO N° 1	AO N° 2	DRP N° 4844	DRP 1	DRP 2
Nature des prestations	Gardiennage	Véhicules	Entretien Nettoieiment	Carburant	Système de secours	Ballons de foot - ball
Attributaires	BSI	Lot 1 Sera Lot 2 Africauto	Nickel	Total	AG Trading	Media Afrique
Montants des marchés en F CFA TTC	8 212 500 / mois soit 98 550 000 / an	Lot1 23 718 000 Lot 2 59 700 000	19 200 000 / mois soient 230 400 000 F CFA par an	202 266 360	6 025 000	6 608 000
Imprécision des spécifications techniques du cahier des charges	√					
Non respect des critères de recevabilité des offres articles 43, 45 et 46 du NCMP	√			√	√	√
Non respect des critères d'évaluation spécifiés dans le cahier des charges	√					
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√			
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√			
Appel d'offres déclaré infructueux par la Commission des Marchés sans avis préalable de la DCMP		√	√			
Modalités de règlement contractuelles non conformes au NCMP				√	√	√
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés				√	√	√
Mode de passation non conforme à l'article 53 du NCMP				√		

Description	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7	DRP 8
Nature des prestations	Tee shirt	Bobines pour imprimantes	Tee shirt	Carnet avis et règlements	Agendas	Tee shirt
Attributaires	Lao Trading	Horizons plus	Lao Trading	Lao Trading	KO Company	KO Company
Montants des marchés en F CFA TTC	5.664.000	27.877.500	8.850.000	29.854.000	20.650.000	8.850.000
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√	√	√	√
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés	√	√	√	√	√	√

Description	DRP 9	DRP 10	DRP 11	DRP 12	DRP 13	DRP 14
Nature des prestations	Tee shirt	Tee shirt	Licence comptabilité	Tee shirt	Tee shirt	Tee shirt
Attributaires	CAC	Lao Trading	HPC	Lao trading	SBS	CAC
Montants des marchés en F CFA TTC	29.936.600	8.850.000	27.942457	5.310.000	5.664.000	3.345.800
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√	√	√	√
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√	√	√	√
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés	√	√	√	√	√	√

Description	DRP 15	DRP 16	DRP 17	DRP 18	DRP 19	DRP 20
Nature des prestations	Bobines star	Bobines	Groupe électrogène	Bobines	Bobines	Agenda
Attributaires	Bou el constructions	Bou el constructions	KO company	Bou el constructions	Bou el constructions	KO company
Montants des marchés en F CFA TTC	24.437.800	19.234.000	15.142.940	29.842.200	29.098.800	20.650.000
Non respect des critères de recevabilité des offres	√	√	√	√	√	√
Non respect des critères d'évaluation spécifiés dans le cahier des charges						
Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception	√	√	√	√	√	√
Non transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√	√	√	√
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés	√	√	√	√	√	√

Les achats de tee shirts ont donné lieu au lancement de 9 DRP pour un montant cumulé estimé à 82 015 900 F CFA. Le même constat a été fait pour les achats de bobines qui ont fait l'objet de cinq procédures de DRP pour des coûts cumulés évalués à 130 490 300 F CFA. Cette démultiplication de procédures de DRP est une illustration d'une pratique systématique de fractionnement des marchés. Il aurait été préférable de lancer un appel d'offres en bonne et due forme, de désigner des attributaires avec lesquels des marchés à commande ou de clientèle pourraient être signés.

L'achat de deux groupes électrogènes a fait l'objet de deux consultations. Le montant cumulé des ces deux marchés se chiffre à 44 937 940 F CFA. De plus, aucune des entreprises spécialisées dans la vente de ce type de matériel et présentant des garanties de service après vente sur la place de Dakar ne figure parmi les soumissionnaires.

La fourniture de grands carnets de PMU a fait l'objet d'une DRP attribuée à la SNI pour un montant de 46 031 000 F CFA ; ce montant est largement au dessus des montants éligibles à cette procédure d'acquisition au regard de l'article 53 du NCMP qui fixe les seuils de passation des marchés.

Le même constat s'applique à l'achat de petits carnets de PMU dont le marché a été attribué à l'IMPRIMERIE TANDIAN pour 56 840 000 F CFA.

Le marché relatif à l'édition des programmes de jeu a été attribué à l'entreprise SODIC pour 1 887 000 F CFA par semaine soit 98 124 000 par an. Ce montant requiert le lancement d'une procédure d'appel d'offres et la conclusion d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle.